

Conseil Départemental du Val-de-Marne

La newsletter du groupe

2nd semestre 2016



www.facebook.com/94autrement/

Edito

Depuis le début du mandat, nous avons à cœur de rendre compte de notre action au sein du Conseil Départemental du Val-de-Marne. C'est ainsi que nous vous adressons avec plaisir cette *newsletter* qui récapitule les principales actions de notre groupe **au cours du 2nd semestre 2016**.

Défendre l'intérêt de tous les Val-de-Marnais et **faire savoir** au plus grand nombre les décisions prises par la majorité départementale communiste-socialiste-écologiste : **tel est le fil conducteur de nos interventions**.

Notre Département rencontre des difficultés budgétaires de plus en plus sérieuses, **ce qui met en péril sa capacité d'investissement**. Faute d'avoir engagé des réformes structurelles au cours des dernières années, la Gauche départementale se retrouve désormais dans un **étai financier sans précédent, qui la contraint à faire des économies**.

Ce n'est bien sûr pas notre groupe qui critiquera cette démarche car nous les demandons depuis plusieurs années. De plus, **le dernier rapport de la Chambre Régionale des Comptes** a de nouveau souligné que le Val-de-Marne restait suradministré par rapport aux autres départements de même taille démographique !

En revanche, nous dénonçons le caractère bien trop tardif de cette prise de conscience et surtout les choix d'économie décidés par la **Gauche** ! Non seulement ces réductions et suppressions de moyens sont prises dans la pire des situations – **dos au mur et dans l'urgence** ! – mais surtout, au lieu de réduire le train de vie du Département et les dépenses de personnel, ce sont les **politiques publiques utiles au quotidien des habitants du Val-de-Marne qui sont prises pour cibles** !

Sans hésitation, et souvent dans la précipitation, la Gauche bien-pensante, moralisatrice et soi-disant solidaire a fait en 2016 des coupes sombres sur le dos des **communes**, des **associations**, des **collèges**, des **politiques sportives** et de la **jeunesse** ! Les services d'aides à domicile en faveur des personnes âgées et en situation de handicap ont récemment été une cible pour réaliser des économies. « *Un département utile à votre quotidien* »...c'était le slogan des candidats Front de Gauche en mars 2015 ! Grâce à notre intervention, l'Exécutif départemental a revu sa position et accompagnera financièrement ces associations dans l'application des évolutions réglementaires auxquelles elles sont soumises.

Cette *newsletter* rappelle les **mobilisations** que nous avons conduites et les **succès** que nous avons pu obtenir. Nous poursuivrons naturellement notre travail d'opposition constructive en 2017 !

Les 19 élu(e)s du groupe « Les Républicains – Val-de-Marne Autrement » vous souhaitent une excellente année !

Bien fidèlement,

Olivier CAPITANIO
Président de groupe



Notre groupe soutient les forces armées, de sécurité et de secours... et le prouve !



Lors de l'audition du Préfet du Val-de-Marne en septembre 2016, **notre groupe a réaffirmé son soutien aux militaires, policiers, gendarmes, sapeurs-pompiers et secouristes** qui assurent quotidiennement la protection de nos concitoyens dans un contexte de menace terroriste sans précédent.

Il faut savoir qu'en 2015, **216 policiers exerçant dans notre département ont été blessés en opérations de service**. Ce sont 216 blessés de trop !

A l'automne 2016, nous avons eu la démonstration éclatante que les discours de la Gauche bien-pensante ne sont pas en adéquation avec ses actes.

En octobre, l'assemblée départementale vote à l'unanimité un vœu pour apporter son soutien aux forces de l'ordre et de secours considérant notamment « *le rôle essentiel* » qu'elles jouent « *dans la protection de nos concitoyens* ».

Un mois après, nous apprenons que la Gauche départementale compte verser une subvention au « Festival de la Banlieue », organisé par la ville de Villeneuve-Saint-Georges, qui accueille des **représentants du collectif « Urgence, notre police assassine »** !

Notre groupe a fermement dénoncé l'hypocrisie de la majorité départementale à l'égard des forces de l'ordre et a exigé le retrait immédiat de cette subvention de l'ordre du jour de la séance. Très embarrassé, l'Exécutif départemental a renoncé à subventionner cette manifestation.

La subvention au festival de la banlieue retirée

94

VILLENEUVE-SAINT-GEORGES

PAR DENIS COURTINE

DÉCIDÉMENT, ça ne passe pas. La polémique enfle sur la présence au festival de la banlieue à Villeneuve-Saint-Georges du collectif « Urgence notre police assassine ». Hier, après un débat sur le sujet, Christian Favier, le président (PCF) du conseil départemental, a décidé de ne pas soumettre au vote la subvention de 4 000 € qui était destinée à la municipalité communiste organisant l'événement.

[...] « Elle exprime un mépris total envers les forces de sécurité et de la police nationale en particulier », a lancé Olivier Capitano, le chef du groupe LR. Et de rappeler « que les policiers manifestent quotidiennement leur désarroi et leur sentiment d'abandon, que plusieurs d'entre eux sont tombés sous les balles des terroristes et que 216 ont été blessés en opération de service dans le Val-de-Mame en 2015 ».

Source : extrait du Parisien 94 du 15/11/2016

Notre groupe critique la fermeture brutale des voies sur berge à Paris !

Dès le printemps 2015, notre groupe s'est mobilisé sur le projet de fermeture des voies sur berge de la rive droite de la Seine. Nous avons alors fait part de notre vive inquiétude quant à la manière dont ce projet était mené par la Ville de Paris : **fermer les voies sur berge sans aucune concertation avec les villes riveraines et sans prévoir au préalable le renforcement des transports publics !**

Nous avons obtenu du Président du Département que l'Adjoint au Maire de Paris en charge des Transports soit auditionné par notre assemblée en février 2016. Mais à l'issue de cette rencontre, qui n'a pas permis de lever nos appréhensions, **les élu(e)s départementaux de droite et de gauche ont voté à la quasi unanimité un vœu** pour souligner leur préoccupation quant à l'absence totale de concertation et les conséquences négatives et concrètes dans la vie quotidienne de milliers de Val-de-Marnais : **allongement du temps de parcours, plus d'embouteillages, plus de pollution et plus de stress !**

Alors que l'enquête publique allait s'achever, nous avons constaté que la majorité départementale n'avait pas présenté de délibération pour transmettre l'avis officiel de notre Département sur ce sujet d'importance. **Notre groupe a alors demandé au Président du Conseil Départemental d'adresser dans les meilleurs délais le vœu adopté en février 2016 au commissaire-enquêteur, ce qu'il a fait.**

En septembre 2016, la Maire de Paris a mis à exécution son projet malgré l'avis défavorable rendu par la commission d'enquête. Notre groupe a dénoncé cette décision **brutale** et **unilatérale** alors que la Gauche prône à longueur de journée la démocratie participative, la concertation, la consultation, le bien-vivre ensemble, etc... **Si la reconquête des berges peut être un beau projet, il ne peut pas être mené n'importe comment et surtout pas au mépris de l'avis de la population !**

Il faut aussi souligner que l'embarras est certain dans les rangs de la Gauche départementale car, contrairement à son habitude, **elle reste plutôt silencieuse sur ce sujet qui concerne pourtant la vie quotidienne de milliers de Val-de-Marnais !**



Source : Magazine du CD94 de septembre 2016



Notre groupe se mobilise pour améliorer la vie scolaire des collégiens !



Objectif « savoir nager » pour tous les collégiens !

Depuis le début du mandat, notre groupe a demandé à plusieurs reprises à la majorité départementale de réfléchir à la mise en place d'une subvention départementale pour aider les collèges éloignés des piscines à financer les transports des élèves vers ces équipements sportifs. Pourquoi ? Pour que le « **savoir-nager** », inscrit au programme scolaire, soit enseigné à tous les collégiens du Val-de-Marne. **Pour information, le taux d'élèves qui entrent au collège sans savoir nager peut atteindre jusqu'à 30 % !**

Notre groupe a obtenu satisfaction en octobre 2016. Désormais, les collèges qui en font la demande auprès des services départementaux peuvent prétendre à une aide financière vers les piscines situés à 2,5 kms aller-retour.

Transports / Collèges.. La droite départementale du Val-de-Marne se félicite que la majorité de gauche ait accédé à l'un de ses souhaits de mettre en place d'une aide départementale pour financer les transports des collégiens vers les piscines. Ainsi une subvention sera versée aux collèges demandeurs dès lors que les installations sont situées à 2,5 km du collège (trajets aller et retour) et sur justificatifs de paiement. Les élus de droite ont déploré à plusieurs reprises le fait que le département ne finance pas ce type de déplacement alors que le « savoir-nager » est prévu au programme à la fin du collège. Lors de la séance plénière du conseil départemental du 17 octobre, les élus du groupe ont remercié l'exécutif d'avoir pris en compte leur requête.

**Première Heure
Vendredi 21 octobre 2016**

Réduire l'absentéisme du personnel départemental dans les collèges !

En juin 2016, notre groupe a soulevé le problème de l'absentéisme au sein du personnel de la restauration scolaire, de l'accueil et du nettoyage dans certains collèges publics du Val-de-Marne.

Une étude réalisée par le Département datée de 2015 a fait le constat d'une augmentation de l'absentéisme parmi les agents des collèges : **de 6,75 % en 2010 à 8,96 % en 2014, soit +2,21 points.** Ce phénomène a par exemple conduit à la **suspension temporaire du service de restauration scolaire dans certains établissements**, laissant les élèves et les familles sans solution alternative.

La Gauche départementale a répondu qu'un plan d'actions pour réduire l'absentéisme était en cours de discussion avec l'Education nationale et les représentants du personnel du Département et de l'Education nationale. **Notre groupe restera vigilant sur ce sujet important qui concerne la qualité du service public départemental en faveur de la jeunesse.**



Notre groupe souhaite que notre Département s'engage davantage dans l'action sociale !

En octobre 2016, notre groupe a demandé à la majorité départementale de réactiver les travaux de la Commission « *Droits sociaux et Solidarités* » qui est censée se réunir avant chaque séance plénière du Conseil Départemental.

Alors que 18 dossiers sur le thème de l'action sociale avaient été traités par l'assemblée départementale en 2013, seuls 5 ont été présentés en 2016 ! **L'action sociale est pourtant la première compétence du Département !**

Notre groupe avait demandé en **avril 2016** l'organisation d'une audition du Président de la Caisse d'Allocations Familiales du Val-de-Marne (CAF94) en vue de faire le point sur la gestion du Revenu de Solidarité Active (RSA) dans notre département. **Cette demande reste à ce jour sans effet !**



Dans le cadre des travaux de la ligne 15-sud du métro *Grand Paris Express*, des clauses ont été prévues pour que les entreprises recrutent des Val-de-Marnais en démarche d'insertion. **En décembre 2016**, l'Etat a installé un comité composé de plusieurs partenaires institutionnels pour suivre l'application effective de ces mesures et un rapport d'activité sera produit chaque année pour que les entreprises puissent faire leurs résultats.

Pour renforcer l'implication de notre Département dans ce chantier historique, notre groupe a demandé au Président du Conseil Départemental à ce que les Conseillers Départementaux puissent participer aux travaux de ce comité et que le rapport annuel soit présenté en séance plénière du Département. Le Président du Département a accepté nos propositions.



RSA/Insertion : pour une politique départementale plus juste, plus efficace et responsable !

La hausse vertigineuse du chômage depuis 2012 prouve que la politique économique débauchée des gouvernements sociaux de France HOLLANDE a entraîné une dégradation sans précédent de nos territoires. Elle a entraîné une dégradation sans précédent de nos territoires. Elle a entraîné une dégradation sans précédent de nos territoires.

Le RSA/Insertion est une mesure de justice sociale qui permet de lutter contre la précarité et de favoriser l'insertion professionnelle. Elle est une mesure de justice sociale qui permet de lutter contre la précarité et de favoriser l'insertion professionnelle.

Le RSA/Insertion est une mesure de justice sociale qui permet de lutter contre la précarité et de favoriser l'insertion professionnelle. Elle est une mesure de justice sociale qui permet de lutter contre la précarité et de favoriser l'insertion professionnelle.



Solidarité en Val-de-Marne : Un slogan plus qu'une réalité !

Le RSA/Insertion est une mesure de justice sociale qui permet de lutter contre la précarité et de favoriser l'insertion professionnelle. Elle est une mesure de justice sociale qui permet de lutter contre la précarité et de favoriser l'insertion professionnelle.

Solidarité en Val-de-Marne : un slogan plus qu'une réalité !

Le RSA/Insertion est une mesure de justice sociale qui permet de lutter contre la précarité et de favoriser l'insertion professionnelle. Elle est une mesure de justice sociale qui permet de lutter contre la précarité et de favoriser l'insertion professionnelle.

Source : Magazine du CD94 de juin 2016

Source : Magazine du CD94 de décembre 2016

Notre groupe s'oppose à la baisse du financement départemental en faveur des collèges publics !

En octobre 2014, notre groupe avait averti que le nouveau mode de calcul de la dotation globale de fonctionnement (DGF) des collèges publics risquerait à l'avenir de pénaliser fortement certains collèges et notamment ceux qui sont classés en Réseau d'Education Prioritaire (REP).

En octobre 2015, notre groupe s'était abstenu sur le versement de la dotation pour l'année 2015-2016 car de premiers effets négatifs étaient observés pour certains collèges, notamment classés en REP !

En octobre 2016, nous avons constaté que 89 collèges publics sur 104 voyaient leur dotation 2016-2017 baisser franchement par rapport à l'année précédente.

De plus, notre groupe a souligné que depuis l'année 2014-2015, **37 collèges publics (dont 11 classés en REP !)** ont vu leur dotation baisser de façon continue ! (voir le tableau ci-contre) !

Là encore la Gauche tient de grands discours sur l'éducation qui est soi-disant l'une de ses priorités. **Mais dans la réalité, elle baisse les budgets !**

Alors que la majorité départementale PCF-PS-EELV a voté **sans hésitation** la baisse des dotations en faveur des collèges publics du Val-de-Marne, **notre groupe a décidé de voter contre pour dénoncer l'économie d'environ 1 M€ faite sur le dos des collèges !**

VILLES	COLLÈGES	DGF 2014	DGF 2015	DGF 2016	DGF2017	Evolution 2014-2017
SAINT-MAURICE	EDMOND NOCARD	111 832 €	106 240 €	102 399 €	75 880 €	-32%
MAISONS-ALFORT	JULES FERRY (REP)	78 150 €	74 243 €	71 388 €	54 722 €	-30%
CRETEIL	LOUIS PASTEUR (REP)	168 742 €	160 305 €	154 058 €	120 560 €	-29%
CHOISY-LE-ROI	EMILE ZOLA (REP)	114 608 €	108 878 €	105 012 €	82 450 €	-28%
RUNGIS	LES CLOSEAUX	91 904 €	87 309 €	87 309 €	66 713 €	-27%
MAISONS-ALFORT	CONDORCET	139 211 €	132 250 €	126 750 €	101 622 €	-27%
GENTILLY	ROSA PARKS (REP)	155 887 €	148 093 €	148 093 €	114 976 €	-26%
SAINT-MANDE	JACQUES OFFENBACH	159 100 €	151 145 €	145 082 €	119 876 €	-25%
VILLEJUIF	DU CENTRE AIMÉ CÉSAIRE	135 845 €	129 053 €	129 053 €	102 764 €	-24%
FONTENAY-SOUS-BOIS	JOLIOT CURIE	195 021 €	185 270 €	178 774 €	149 894 €	-23%
FRESNES	FRANCINE FROMOND	76 516 €	72 690 €	69 900 €	59 035 €	-23%
LIMEIL-BREVANNES	DANIEL FERY	107 639 €	102 257 €	98 980 €	83 293 €	-23%
FRESNES	JEAN CHARCOT	109 476 €	104 002 €	99 998 €	85 870 €	-22%
CRETEIL	ALBERT SCHWEITZER (REP)	199 988 €	189 989 €	182 513 €	157 712 €	-21%
FRESNES	ANTOINE DE SAINT EXUPERY	123 747 €	117 560 €	112 747 €	98 007 €	-21%
THIAIS	ALBERT CAMUS	100 349 €	95 332 €	95 332 €	79 699 €	-21%
CRETEIL	VICTOR HUGO	104 364 €	99 146 €	95 636 €	83 988 €	-19,50%
VILLEJUIF	JEAN LURCAT	147 399 €	140 029 €	134 528 €	119 584 €	-19%
ALFORTVILLE	HENRI BARBUSSE	108 927 €	103 481 €	99 938 €	87 863 €	-19%
JOINVILLE-LE-PONT	JULES FERRY	106 292 €	100 977 €	100 978 €	87 835 €	-17%
VILLIERS-SUR-MARNE	PIERRE ET MARIE CURIE	127 701 €	121 316 €	116 851 €	108 371 €	-15%
IVRY-SUR-SEINE	ROMAIN ROLLAND	114 074 €	108 370 €	107 973 €	97 611 €	-14%
SAINT-MAUR-DES-FOSSES	FRANCOIS RABELAIS	165 546 €	157 269 €	151 978 €	142 227 €	-14%
VILLEJUIF	GUY MÔQUET	113 806 €	108 116 €	108 115 €	97 854 €	-14%
VILLENEUVE-SAINT-GEORGES	JULES FERRY (REP+)	124 782 €	118 543 €	114 247 €	108 091 €	-13%
VINCENNES	FRANCOISE GIROUD	112 373 €	106 754 €	103 413 €	97 970 €	-13%
IVRY-SUR-SEINE	MOLIERE (REP)	117 608 €	111 728 €	108 495 €	103 279 €	-12%
LA QUEUE-EN-BRIE	JEAN MOULIN	123 876 €	117 682 €	114 043 €	108 988 €	-12%
BRY-SUR-MARNE	HENRI CAHN	166 182 €	157 873 €	157 873 €	146 714 €	-12%
CRETEIL	SIMONE DE BEAUVOIR	145 463 €	138 189 €	135 925 €	131 108 €	-10%
VITRY-SUR-SEINE	DANIELLE CASANOVA	93 974 €	91 339 €	91 171 €	85 234 €	-9%
VITRY-SUR-SEINE	FRANCOIS RABELAIS (REP)	183 900 €	174 705 €	167 574 €	167 103 €	-9%
VILLENEUVE-SAINT-GEORGES	PIERRE BROSSOLETTE (REP)	137 651 €	134 251 €	132 102 €	127 479 €	-7%
NOGENT-SUR-MARNE	WATTEAU	92 687 €	89 439 €	89 440 €	86 070 €	-7%
CHAMPIGNY-SUR-MARNE	WILLY RONIS (REP)	161 103 €	156 855 €	155 332 €	150 166 €	-7%
CHOISY-LE-ROI	HENRI MATISSE (REP)	135 402 €	140 657 €	140 963 €	125 358 €	-7%
ARCUEIL	DULCIE SEPTEMBER	144 049 €	140 660 €	139 201 €	135 028 €	-6%

Source : délibérations du Conseil Départemental du Val-de-Marne

Vanne-secteur de Joinville/Saint-Maur : le financement est enfin bouclé !

Alors que les inondations de mai-juin 2016 venaient de prendre fin, notre groupe a remis une nouvelle fois sur la table la question du **projet de rénovation de la vanne-secteur du canal de Joinville-le-Pont/Saint-Maur** attendu depuis des années. Cet ouvrage, aujourd'hui vieillissant et inopérant, permet, en cas de crue, d'augmenter le débit et de soulager la boucle de la Marne en amont jusqu'en Seine-Saint-Denis.

Notre groupe est intervenu à de nombreuses reprises sur ce sujet, également lors de la précédente mandature. Toujours est-il que le bouclage du financement de cette opération d'envergure de 3 M€ restait en suspens **notamment du fait de la participation financière incertaine du Département de la Seine-Saint-Denis.**



En vue de clarifier les choses, notre groupe a pris l'initiative d'adresser un courrier au **Président du Département de Seine-Saint-Denis**, cosigné avec le groupe *Les Républicains* de Seine-Saint-Denis, pour :

- lui demander de respecter son engagement ;
- souligner que les habitants de la Seine-Saint-Denis ont été directement touchés par la montée des eaux de la Marne ;
- et lui rappeler que sa collaboration irait dans le sens des **grandes orientations adoptées lors de la COP21 organisée en décembre 2015...en Seine-Saint-Denis !**

Cette initiative a permis d'obtenir une réponse définitive par voie de presse : **la Seine-Saint-Denis ne participera pas au financement car la vanne-secteur n'est pas sur son territoire !**

Belle leçon de solidarité entre Départements de Gauche !

Pour autant, d'autres sources de financement, notamment de la Métropole du Grand Paris, ont permis de boucler le financement et les travaux doivent commencer à l'automne 2017.

JOINVILLE-LE-PONT

La Seine-Saint-Denis ne paiera pas pour la vanne anticrue

QUAND LA VANNE secteur du canal de Joinville-le-Pont sera-t-elle réparée ? Le projet de rénovation de cet ouvrage qui permettrait de faire baisser le niveau de la Marne en cas de crue pourrait subir quelques turbulences après la décision du conseil départemental de Seine-Saint-Denis de se désengager financièrement.

Construite en 1933, cette vanne permet de rediriger l'eau de la rivière vers l'écluse en cas de crue. Jusqu'à 40 cm d'eau peuvent ainsi être déviés. Vieillissante, elle avait été mise hors-service en l'an 2000. Après des années de négociations, un finance-

ment avait été trouvé l'an passé avec plusieurs contributeurs : l'Etat, via le fonds de prévention des risques naturels Barnier (1,5 M€), les conseils départementaux du Val-de-Marne (750 000 €) et de Seine-Saint-Denis (250 000 €) et les quinze communes concernées* (500 000 €). En octobre, la vieille vanne avait été retirée, dégageant la place pour le nouvel ouvrage prévu pour 2017.

Contraintes budgétaires

Sauf que le 93 a depuis décidé de se retirer, au motif que « les contraintes budgétaires auxquelles nous som-

mes soumis et les nombreux investissements que nous devons sur notre propre territoire ne permettent pas d'investir sur un ouvrage situé hors de la Seine-Saint-Denis ». Le fait que la compétence « gestion des milieux aquatiques » soit transférée, au 1^{er} janvier 2018, à la Métropole du Grand Paris est resté pour quelque chose.

Au cabinet du président Christian Favier, on a pris acte des « difficultés financières que connaît la Seine-Saint-Denis, côté d'autres départements », et avoué « bon espoir » de boucler gré tout le financement. « On mande à l'Etat de réunir un des financeurs le plus vite possible pour trouver une solution. » Christian Favier s'était fendu de plusieurs courriers à son homologue pour tenter de le convaincre.

Lundi, les élus de droite du 94 et du 93 avaient écrit à Stéphane Troussel afin de lui demander de « respecter son engagement ». Le maire LR de Joinville-le-Pont, Dominique Serrat, lui avait aussi fendu d'un courrier début juin : « Il apparaît urgent de trouver des villes et territoires soumis à des crues très fortes comme d'être le cas. »



Joinville-le-Pont, octobre 2015. La vanne a été retirée. Quand elle fonctionnera, elle permettra de limiter de 40 cm la montée de la Marne en cas de crue. (L'YEM)

Contraintes budgétaires

Sauf que le 93 a depuis décidé de se retirer, au motif que « les contraintes budgétaires auxquelles nous sommes soumis et les nombreux investissements que nous devons prendre sur notre propre territoire, ne nous permettent pas d'investir sur un ouvrage situé hors de la Seine-Saint-Denis ». Le fait que la compétence « gestion des milieux aquatiques » soit transférée, au 1^{er} janvier 2018, à la Métropole du Grand Paris y est également pour quelque chose.

Lundi, les élus de droite du 94 et du 93 avaient écrit à Stéphane Troussel afin de lui demander de « respecter son engagement ».

Source : Le Parisien 94 du 06/07/2016

La gestion du Département épinglée par la Chambre Régionale des Comptes !

En octobre 2016, l'assemblée départementale a examiné le rapport de la Chambre Régionale des Comptes portant sur la gestion du Département du Val-de-Marne entre 2010 et 2015.

Séance budgétaire après séance budgétaire, notre groupe n'a cessé de demander à la majorité départementale de prendre des mesures pour réduire les dépenses de fonctionnement, notamment de personnel. **C'est un impératif si l'on veut assurer le versement des prestations sociales, donner des moyens supplémentaires pour la réussite éducative, accompagner les personnes les plus vulnérables, investir pour améliorer le réseau routier et l'offre de transports, etc...**

Les observations de la Chambre Régionale des Comptes (CRC) donnent raison aux remarques que notre groupe fait depuis de nombreuses années et sonnent comme un ultime avertissement pour la Gauche départementale !

Extraits du rapport de la CRC :

La situation financière du département

Comme pour de nombreuses autres collectivités, la situation financière du département se caractérise par un resserrement de ses marges de manœuvre. Cette contrainte, sans être encore alarmante en 2014, risque rapidement de se traduire par une dégradation de l'équilibre de la section de fonctionnement et une baisse des moyens disponibles pour l'investissement. Résultat combiné de la diminution des dotations de l'État mais surtout, de l'augmentation des dépenses sociales et des dépenses de personnel, cette évolution préoccupante pour l'avenir rend nécessaire la poursuite, par le département, d'un plan d'économies sur les postes de dépenses dont il a la maîtrise, notamment les charges à caractère général et les charges de personnel.

Au regard des baisses de recettes annoncées, le département ne peut plus vivre sur le même train et doit songer à contraindre ses dépenses générales, mais aussi ses dépenses de personnel et ses dépenses sociales facultatives.



les Républicains
LES RÉPUBLICAINS
- VAL-DE-MARNE
AUTREMENT

Gestion du Département : La Chambre régionale des comptes nous donne raison !

Depuis plusieurs années, nous ne cessons de dénoncer la dérive de la situation financière et budgétaire de notre Département qui se dégrade à vitesse grand V.

Si le budget 2016 n'est qu'un budget de façade, nous proposons à la majorité communale-socialiste-écologiste de mettre en place une véritable stratégie pluriannuelle de réduction des dépenses de fonctionnement, notamment de la masse salariale, pour préserver notre capacité à investir en faveur de tous les Val-de-Marnais. Mais la gauche départementale a toujours refusé d'écouter nos propositions, nous accusant de faire de la politique politicienne.

La Chambre régionale des comptes, composée de magistrats, vient d'acquiescer à la position de notre Département, entre le 23 et le 24 Juin 2016. Elle souligne comme nous que « la situation du département est extrêmement dégradée, tant dans le temps que par rapport aux départements voisins ». **Les auteurs de ce rapport qui rappellent, ne font pas de politique, constatent aussi qu'en regard des bases de recettes annoncées, le département ne peut plus vivre sur le même train et doit songer à contraindre ses dépenses générales, mais aussi ses dépenses de personnel et ses dépenses sociales facultatives.**

Bref, la Chambre régionale des comptes confirme notre analyse de la situation. Ce rapport constate que notre Département reste sous-doté ! Chaque année, notre Département obtient environ 50 M€ de plus en dotations de l'État, que les collectivités de la Région Île-de-France. Et ce constat s'étend sans même prendre en compte le personnel qui travaille dans

les 76 crèches départementales que nous voyons toutes fermées ! Il faudrait réduire les dépenses de personnel. Il ne s'agit pas pour nous d'augmenter le service public et ses fonctionnaires territoriaux comme la Gauche à gauche voudrait le faire croire.

Elle se rendra ! C'est en réduisant le train de vie de notre Département que nous pourrions préserver durablement le service public départemental, assurer le versement des prestations sociales, donner des perspectives de carrière aux agents départementaux, garantir des moyens supplémentaires pour la réussite éducative des collégiens, etc... Mais dit-elle, ce n'est pas le rôle de la Chambre régionale des comptes, elle a pour rôle de constater, de donner des perspectives et de toujours une petite remarque et de bon sens avant qu'il ne soit trop tard !

Ce message de politique est d'autant plus urgent que la Chambre confirme que « le département a le potentiel et la capacité d'attirer des entreprises et de créer des emplois ». **La majorité de gauche n'a donc pas voulu s'engager à le faire. Aujourd'hui, notre Département se retrouve à nouveau considérablement rétrogradé tout comme les dépenses d'investissement.**

2013 ! Notre Département s'endette chaque année de plus en plus pour investir toujours moins.

Constatons comme nous le niveau de plus en plus insupportable de la dette (4,83 en 2010 et 2015). **Le rapport de la Chambre sonne comme un ultime avertissement.** Que ce soit l'Assemblée départementale, l'Assemblée régionale ou le conseil régional, renouons de la dette et appuyés à

augmenter fortement et à long terme le prêt qui correspond à une réduction drastique des dépenses de fonctionnement pour maintenir au minimum un niveau soutenable ».

Le contenu de ce rapport nous a fait une surprise pour notre groupe car il fait état de conclusions que nous avons toujours faites, avant, pendant et après les élections de 2015 et les dernières. Mais nous ne sommes pas la Gauche départementale et nous ne voulons pas maintenir son cap. Elle force dans le mur, ses yeux grands ouverts !

Les communistes, les socialistes et les écologistes qui dirigent ensemble notre Département ont aujourd'hui du mal à mur sur la pente le long de leur immobilisme. Et au lieu de réduire la volture de la collectivité, ils endettent toujours plus les Val-de-Marnais, augmentent le montant de la base fiscale des propriétaires et surtout dans l'urgence dans les dépenses liées à la crise du Val-de-Marne. Pour la gauche départementale, le renouveau des engagements de campagne : c'est maintenant !

Gilles GIFFARD, Jean-Dominique ANGLADE, Karim GASTEL, Jean GAZIN, Stéphane BOISSON, Claudine LAFITE, Nicolas DELAIGNE, Patrick DUBOIS, Hervé COCCAL, Emmanuel GUILLET de LAUNAY, Pierre-Jean GASTELLE, Patrick KROCHER-LAMBERT, Françoise SCHOELLER, Jean-François MICHOU, Jocelyne MARTEL, Marie-Françoise BAILLAN, Marie-Christine SÉDUI, Jean-Michel, Michel MARIÉ

Vous souhaitez lire ? Contactez nous sur <http://www.ccomptes.fr/Publications/Publications/Departement-du-Val-de-Marne-94-Cahier-n-1>

Source : Magazine du CD94 de novembre 2016

Consultez le rapport de la CRC sur :
<http://www.ccomptes.fr/Publications/Publications/Departement-du-Val-de-Marne-94-Cahier-n-1>

Notre groupe se mobilise pour défendre l'intérêt de tous les Val-de-Marnais !

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Passé d'armes sur la dette

Source : Le Parisien 94 du 28/06/2016

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

La droite s'inquiète pour les quartiers exclus de la politique de la ville

Source : Le Parisien 94 du 29/06/2016

94 : la droite dénonce la baisse des bourses pour les futures puéricultrices

Source : Le Parisien 94 du 12/07/2016

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Passé d'arme sur les syndicats

■ Les échanges ont été vifs en commission permanente du conseil départemental, lundi. Le groupe Front de gauche a publié hier un communiqué dénonçant le refus du groupe LR d'opposition de voter « les subventions de fonctionnement accordées aux organisations syndicales départementales représentatives ». « Le président du groupe LR, pour justifier le vote de son groupe, a notamment souligné *l'expression abjecte d'un syndicat contre les forces de polices durant les manifestations de printemps* », rapporte le communiqué. Une référence probable aux affiches controversées de la CGT dénonçant des violences policières. « Cela fait plusieurs années qu'on ne vote plus les subventions, à partir du moment où comme cela a été le cas au niveau national et départemental, les syndicats prennent position pour un camp politique et sortent de leur rôle », a déclaré Olivier Capitanio, chef de file LR au département.

La droite critique les baisses de dotation aux collèges prioritaires

Source : Le Parisien 94 du 18/10/2016

Source : Le Parisien 94 du 07/09/2016

Les chiffres marquants du 2nd semestre 2016 !

969 M€

C'est le montant de la dette départementale fin 2016 après un recours massif à l'emprunt ces 10 dernières années !

DETTE



21 M€

C'est la marge de manœuvre financière que la majorité départementale pourrait réaliser chaque année si elle appliquait réellement la durée légale du travail (35h) ! (source: Chambre Régionale des Comptes)



470

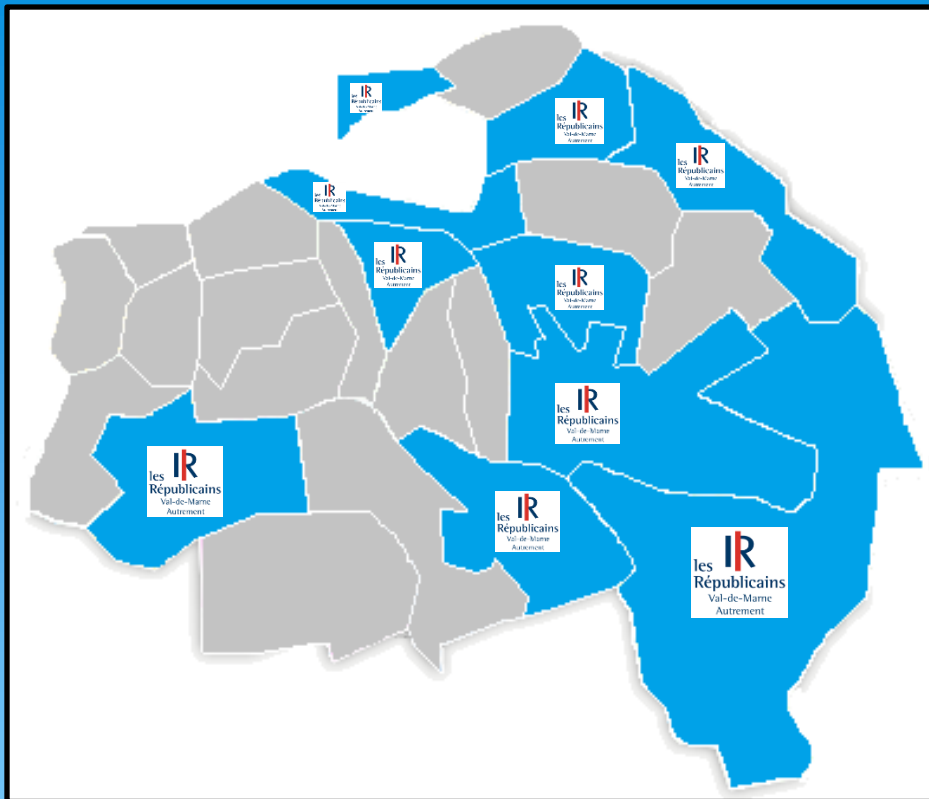
C'est le nombre de places en crèches départementales non pourvues en moyenne chaque année, soit l'équivalent de 8 crèches de 60 berceaux fermées !



- 40 %

C'est la réduction du montant de la bourse départementale pour aider les jeunes à se former aux métiers de la petite enfance décidée par la Gauche...en plein été 2016 !





www.valdemarne-autrement.fr

L'actualité du Val-de-Marne vous intéresse ?
Alors notre page est faite pour vous !

A graphic where the number '94' is formed by multiple small Facebook 'like' icons (thumbs up with the letter 'f'). The '9' is on the left, the '4' is on the right, and they are connected by a horizontal bar of icons. There are also a few scattered 'like' icons around the main number.

www.facebook.com/94autrement/